



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

102^{ième} Session du Conseil exécutif

Déclaration

S.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Représentant permanent de la Suisse
auprès de l'OIAC

Point 6 de l'agenda – Débat général

La Haye, 14-17 mars 2023

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

102nd Session of the Executive Council

Statement

H.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW

Agenda item 6 – General Debate

The Hague, 14-17 March 2023

Monsieur le Président

Au cours de la dernière décennie, les obligations découlant de la convention sur les armes chimiques ont été violées à maintes reprises en Syrie. Le troisième rapport de l'équipe d'enquête et d'identification (IIT) qui a examiné l'attaque à Douma en avril 2018 conclut qu'il y a des "motifs raisonnables de croire" que les auteurs de cette attaque étaient des membres de l'armée de l'air de la République arabe syrienne (RAS) au moment de l'incident. Ainsi, à ce jour, 9 des quelque 25 attaques chimiques documentées par les Nations unies et l'OIAC en Syrie ont été attribuées au gouvernement syrien.

La Suisse soutient pleinement la conclusion de ce rapport, qui a été préparé de manière impartiale, objective et indépendante en examinant toutes les informations disponibles. Nous avons une confiance totale dans le travail de l'OIAC, y compris la mission d'établissement des faits (FFM), l'équipe d'évaluation de la déclaration (DAT) et l'IIT. Il y a aucun doute sur le fait que leur travail a été effectué avec professionnalisme et intégrité. En outre, la légalité et la légitimité du mandat de l'IIT ne peuvent pas être remises en cause. Rien dans la Convention n'empêche l'Organisation de jouer un rôle d'attribution.

Monsieur le Président

La Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit, où que ce soit et en toutes circonstances. Leur utilisation constitue une violation grave du droit international, et en particulier de la convention sur les armes chimiques. Les responsables doivent être traduits en justice. L'impunité pour ces crimes est tout simplement inacceptable. Les victimes de ces crimes abominables méritent que justice leur soit rendue.

Monsieur le Président

Il est préoccupant que la République arabe syrienne ne respecte pas non plus d'autres obligations découlant de la convention. Actuellement, 20 des 24 questions relatives à la déclaration initiale de la Syrie sont encore en suspens. Il ne s'agit pas de simples détails. L'absence de réponses et de documents vérifiables concernant des éléments importants du programme d'armes chimiques syrien suscite de sérieux doutes et inquiétudes quant à l'état actuel du programme. Nous nous félicitons de la visite d'une équipe réduite du DAT qui a eu lieu en janvier en Syrie. Cette visite est, nous l'espérons, un premier pas vers une coopération pleine et entière des autorités syriennes avec le DAT pour résoudre les questions en suspens. Compte tenu du fait qu'en près de 10 ans, seules 4 questions ont été résolues, la Suisse insiste auprès de la Syrie pour qu'elle respecte ses obligations en tant qu'État partie à la Convention et permette au DAT d'accéder sans entrave à son territoire afin qu'il puisse effectuer les enquêtes et les vérifications nécessaires.

En ce qui concerne l'empoisonnement avéré de M. Navalny en 2020, des questions restent également en suspens. La Russie n'a pas ouvert d'enquête indépendante et n'a pas coopéré avec l'OIAC, bien qu'elle soit tenue de le faire en vertu de la CIAC. Selon des conclusions crédibles, les autorités britanniques ont établi que la Russie est responsable de l'attaque de 2018 contre Sergueï Skripal avec un agent neurotoxique du groupe "Novichok". En outre, la Russie nie l'utilisation répétée d'armes chimiques par les forces armées syriennes, bien que de nombreuses enquêtes internationales indépendantes menées par les Nations unies et l'OIAC aient fourni des preuves convaincantes, et, dans ce contexte, elle cherche activement à saper la crédibilité de l'OIAC et de la norme internationale contre les armes chimiques. Enfin, La Suisse condamne avec la plus grande fermeté l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et appelle la Russie à entamer immédiatement une désescalade de la situation, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien.

Monsieur le Président

Comme le mentionne par exemple le troisième rapport de l'IIT, l'OIAC, son travail et son personnel ont été à maintes reprises la cible de campagnes de désinformation. Il ne s'agit pas de faits nouveaux, mais d'évolutions inquiétantes qui tentent de saper la crédibilité de l'OIAC. C'est pourquoi nous devons nous unir et exprimer notre soutien indéfectible à l'OIAC et à son travail. La Suisse l'a fait par le passé, le fait aujourd'hui et continuera à le faire à l'avenir.

La cinquième conférence d'examen qui s'annonce nous donne l'occasion de discuter de cette question et d'autres questions urgentes, de renforcer les normes de la convention et de renforcer l'Organisation elle-même. Les travaux préparatoires battent leur plein et la Suisse souhaite profiter de cette occasion

pour saluer une fois de plus le travail du président de la OEWG, M. Lauri Kuusing, ambassadeur d'Estonie, et du secrétariat technique. Leurs efforts ouvrent la voie à une conférence d'examen productive avec des discussions de fond. La Suisse continuera à soutenir ce processus.

Notre document de travail, présenté en septembre dernier et intitulé "A Strengthened CWC", décrit un grand nombre des mesures importantes et nécessaires pour atteindre cet objectif. La Suisse a souligné à plusieurs reprises qu'un régime de vérification solide constitue un moyen de dissuasion puissant contre l'utilisation d'armes chimiques. Par conséquent, de multiples éléments sont proposés sur lesquels la Conférence d'examen devrait réfléchir et agir. Dans le cadre de la coopération internationale prévue à l'art. X, la Conférence d'examen devrait appeler les États parties à fournir un financement adéquat permettant au Secrétariat de maintenir et de renforcer sa capacité à répondre rapidement à une demande d'assistance au titre de l'article X. Un accent supplémentaire devrait être mis sur les activités de formation visant à renforcer la coopération régionale et à créer des réseaux de centres de formation régionaux et sous-régionaux, notamment dans les régions où les ressources sont limitées. Avant de conclure, je voudrais ajouter que la Suisse se réjouit de l'ouverture du nouveau *Chemistry and Technology Center* cette année. Ce centre devrait jouer un rôle essentiel dans le renforcement des capacités et la lutte efficace contre l'utilisation ou la réapparition des armes chimiques, ainsi que dans le renforcement des capacités scientifiques et technologiques du Secrétariat. Pour atteindre ces objectifs, nous recommandons d'élaborer une approche progressive bien conçue afin d'intégrer les tâches indispensables liées à la vérification ainsi que les activités de coopération et d'assistance internationales.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

English translation

Mr. Chair

Over the past decade, obligations under the Chemical Weapons Convention have been repeatedly violated in Syria. The third report of the Investigation and Identification Team (IIT) that examined the attack in Douma in April 2018 concludes that there are “reasonable grounds to believe” that the perpetrators of this attack were members of the air force of the Syrian Arab Republic (SAR) at the time of the incident. Thus, to date, 9 of the approximately 25 chemical attacks documented by the UN and OPCW in Syria have been attributed to the Syrian government.

Switzerland fully supports the conclusion of this report, which was prepared in an impartial, objective and independent manner by reviewing all available information. We have complete confidence in the work of the OPCW including the Fact-Finding Mission (FFM), the Declaration Assessment Team (DAT) and the IIT. There is no doubt that their work was conducted with professionalism and integrity. Further, no questions exist about the legality and legitimacy of the IITs mandate. Nothing in the Convention precludes the Organization from taking an attributive role.

Mr. Chair

Switzerland condemns in the strongest possible terms the use of chemical weapons by anyone, anywhere and under any circumstances. Their use constitutes a serious violation of international law, and in particular of the Chemical Weapons Convention. Those responsible must be brought to justice. Impunity for these crimes is simply unacceptable. The victims of these abhorrent crimes deserve justice.

Mr. Chair

Concerningly, the Syrian Arab Republic is also in violation of other obligations under the Convention. Currently, there are still 20 out of 24 issues outstanding in regard to the initial declaration by Syria. These are not merely details. The absence of verifiable answers and documentation about important elements of the Syrian chemical weapons program raises serious doubts and concerns about the current status of the program. We welcome the visit of a reduced team of the DAT that took place in January in Syria. This visit is hopefully a first step towards a full cooperation of Syrian authorities with the DAT to resolve the outstanding issues. Considering the fact that in almost 10 years only 4 issues have been resolved, Switzerland urges Syria to comply with its obligations as a State Party to the Convention to allow the DAT unhindered access to its territory so that it can carry out the necessary investigations and verifications.

With regard to the documented poisoning of Mr. Navalny in 2020, there are outstanding questions as well. Russia neither initiated an independent investigation nor co-operated with the OPCW, although it is obliged to do so under the CWC. According to credible findings, the UK authorities have established that Russia is responsible for the 2018 attack on Sergei Skripal with a nerve agent of the 'Novichok' group. Moreover, Russia denies the repeated use of chemical weapons by the Syrian armed forces, despite the fact that numerous independent international investigations by the UN and the OPCW have provided convincing evidence, and in this context actively seeks to undermine the credibility of the OPCW and the international norm against chemical weapons. Finally, Switzerland condemns in the strongest possible terms Russia's military aggression against Ukraine and calls on Russia to immediately de-escalate the situation, to cease all combat operations and to withdraw its troops from Ukrainian territory without delay.

Mr. Chair

As mentioned for example in the 3rd IIT Report, the OPCW, its work and personnel have been repeatedly the target of disinformation campaigns. These are not new, but nonetheless worrying developments that try to undermine the credibility of the OPCW. Therefore, we need to stand together and voice our undivided support for the OPCW and its work. Switzerland has done so in the past, is doing so today and will continue to do so in the future.

The upcoming fifth Review Conference gives us the opportunity to discuss this and other pressing matters, to strengthen the norms of the Convention and to strengthen the Organization itself. The preparatory work is in full swing, and Switzerland wants to use this opportunity to once again commend the work of the OEWG President, Mr. Lauri Kuusing, Ambassador. of Estonia and the Technical Secretariat. Their efforts pave the way for a productive Review Conference with substantive discussions. Switzerland will continue to support this process.

Our working paper, presented last September, titled “A Strengthened CWC” outlines many of the important steps necessary to achieve this goal. Switzerland has repeatedly stressed that a robust verification regime constitutes a powerful deterrent against the use of chemical weapons. Therefore, multiple elements are proposed on which the Review Conference should think and act. In the context of international cooperation under Art. X, the Review Conference should call on State Parties to provide adequate funding which allows the Secretariat to maintain and strengthen its capacity to respond

promptly to a request for assistance under Art. X. Additional emphasis should be put on training activities that aim to strengthen regional cooperation and to create networks of regional and sub-regional training centers, especially in regions where resources are limited. Before concluding, I want to add, that Switzerland is looking forward to the opening of the new Chemistry and Technology Center this year. It is expected to play a critical role in building capacity and effectively combating the use or re-emergence of chemical weapons and strengthening the Secretariat's scientific and technological capabilities. To reach these objectives, we recommend to elaborate a well-designed step by step approach to integrate the indispensable verification-related tasks as well as the international cooperation and assistance (ICA) activities.

Thank you Mr. Chair